

Vertraulich/Confidentiel
Bern, den 7. Mai 1992

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

Hauptprotokoll der Sitzung vom 23. April 1992
09.30 - 13.15 Uhr
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

- Tagesordnung**
1. 92.007 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Bulgarien
 2. 92.014 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Finnland
(siehe Teilprotokoll 1)
 3. 91.081 n Konventionen des Europarates. 5. Bericht
 4. 92.019 n Europarat 1991. Tätigkeiten der Schweiz
 5. 92.013 n Bericht der Schweizer Parlamentarier Delegation beim Europarat über die 43. Session der Parlamentarischen Versammlung
 6. 92.2001 Petition Vorsorgeprinzip zur Sicherung der Menschenrechte
(siehe Teilprotokoll 2)
 7. Auslandsreisen der Kommission
(siehe Teilprotokoll 3)
 8. Bericht der Studiengruppe zu Fragen der schweizerischen Neutralität; erste Aussprache
(siehe Teilprotokoll 4)
 9. Die institutionellen Aspekte des EWR-Vertrages
(siehe Teilprotokoll 5)
 10. Ev. Beginn der Behandlung des
 3. Integrationsberichtes des Bundesrates
(Verschoben)
 11. Vorbereitung der Sitzung vom 18. und 19. Mai 1992
 12. Verschiedenes
(siehe Teilprotokoll 6)
- Ordre du jour**
1. 92.007 é Double imposition. Convention avec la Bulgarie
 2. 92.014 é Double imposition. Convention avec la Finlande
(voire procès-verbal particulier 1)
 3. 91.081 n Conventions du Conseil de l'Europe. 5e rapport
 4. 92.019 n Conseil de l'Europe 1991. Activités de la Suisse
 5. 92.013 n Rapport de la délégation parlementaire suisse auprès du Conseil de l'Europe sur la 43e Session de l'Assemblée parlementaire



6. 92.2001 Pétition: Principe de prévention pour la sauvegarde des droits de l'homme
(voir procès-verbal particulier 2)
7. Voyages à l'étranger
(voir procès-verbal particulier 3)
8. Rapport du groupe d'étude sur la neutralité de la Suisse; première discussion
(voir procès-verbal particulier 4)
9. Les aspects institutionnels du Traité EEE
(voir procès-verbal particulier 5)
10. Ev. début de l'examen du 3ème rapport du Conseil fédéral sur l'intégration (renvoyé)
11. Préparation de la séance des 18 et 19 mai 1992
12. Divers
(voir procès-verbal particulier 6)

TeilnehmerPräsidium: CaveltyAnwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Ruesch, Schiesser, SimmenEntschuldigt: BéguinWeitere Teilnehmer:

M. René Felber, président de la Confédération
 H. Rudolf Schaller, Generalsekretär EDA
 Mme Ingrid Apelbaum, Chefin Europaratsdienst, EDA
 H. Daniel Woker, St. Chef Pol. Abt. 1, EDA
 M. Oliver Jacot-Guillarmod, Vizedirektor BJ, EJPD
 H. Rolf Stücheli, EDA

(Für weitere Teilnehmer siehe Teilprotokolle - pour les autres participants voir procès-verbaux particuliers)

Kommissionssekretariat:

Alfred Aebi, PD
 Frau Maria Anna Hutter, PD

Protokoll:

Samuel Boesch (d/f)

3. 91.081 n Konventionen des Europarates. 5. Bericht

M. René Felber, président de la Confédération: J'aimerais vous présenter brièvement le 5e rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, que le Conseil fédéral a adopté le 18 décembre dernier. Il s'agit d'un rapport traditionnel; il vient tous les quatre ans, et il fait suite à un postulat Reiniger de 1976. Le rapport traite des conventions du Conseil de l'Europe qui n'ont pas encore fait l'objet d'une ratification dans notre Pays. Il constitue donc une mise à jour, et sa structure est identique à celle des quatre rapports précédents.

Dans une première partie, le rapport présente la politique générale de la Suisse à l'égard des conventions du Conseil de l'Europe, et il énumère celles qui ont été ratifiées depuis le dernier rapport. Je l'ai signalé à plusieurs reprises: la Suisse est depuis de nombreuses années un membre actif du Conseil de l'Europe, et ceci indépendamment du fait qu'elle assume ou non la présidence, pour une durée de six mois, du Comité des ministres. Ainsi donc, le Conseil de l'Europe, qui regroupe la totalité des Etats démocratiques de notre continent, constitue aujourd'hui la seule organisation politique dont nous soyons membres à part entière. C'est précisément dans ce cadre de coopération que notre Pays peut participer et défendre ses prises de position concernant différents points d'actualité avec tous les autres Etats membres, et ceci sur un pied d'égalité. Nous considérons aussi que les conventions du Conseil de l'Europe, à l'élaboration desquelles nous participons activement, constituent non seulement des instruments juridiques qui favorisent la coopération entre les gouvernements et les Etats membres, mais qu'elles contribuent également à un rapprochement constructif de l'Europe toute entière.

Ainsi, au cours de la précédente période de législature, la Suisse a pu ratifier quatorze conventions du Conseil de l'Europe. Parmi celles-ci, je mentionnerai particulièrement les cinq conventions dites universitaires; elles sont importantes pour notre Pays. Nous avons également ratifié la convention pour la prévention de la torture et la convention sur la télévision transfrontière.

Dans la deuxième partie de notre rapport, nous énumérons toutes les conventions par domaines d'activité spécifiques, qui n'ont pas fait l'objet d'une ratification. Nous donnons les renseignements sur les raisons de la non-ratification, et enfin nous établissons un programme de priorités concernant les diverses ratifications envisagées par le Conseil fédéral.

Je peux d'ores et déjà indiquer que le Conseil fédéral proposera aux Chambres, au cours de cette législature, la ratification de neuf conventions ou protocoles. Ces conventions qu'on appelle de priorité A, touchent des domaines très variés: les

droits de l'homme, les questions juridiques, l'entraide judiciaire, le dopage et enfin la protection des animaux. Quant aux autres conventions, nous les avons classées, toujours par domaines d'activités, dans divers degrés de priorité: B, C ou D, selon l'importance.

M. Flückiger: Dans la classification des priorités, la Charte sociale européenne figure sous la lettre C. Or, il est vrai que l'impossibilité de notre Pays à la modifier, tient probablement aux décisions des Chambres. Il est vrai aussi qu'en ce qui concerne le protocole additionnel à la Charte sociale européenne, il est convenu que, si notre Pays peut ratifier le traité sur l'Espace économique européen, il serait question alors d'une ratification dans des délais beaucoup plus raisonnables. Il arrive que les délégués suisses à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vivent des instants d'isolement lorsqu'on parle de la Charte sociale européenne, puisque 20 Pays sur 26 l'ont ratifiée. Parmi les six qui ne l'ont pas ratifiée jusqu'ici, il se trouve les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale; on peut comprendre qu'un certain délai leur soit accordé. Par contre, la Suisse n'est pas dans cette position spéciale. Ne pourrait-on pas envisager de passer de la priorité C à la priorité B? Rien, du point de vue constitutionnel, ne s'y oppose. Par contre, je comprends que l'on ne puisse pas passer à la priorité A qui nous obligerait à une ratification au cours de la présente législature.

Frau Simmen:

Meine Frage betrifft die Punkte 4.9.1 (Uebereinkommen über Vergehen gegen Kulturgüter) und 4.9.2 (Abkommen zum Schutz des baugeschichtlichen Erbes in Europa). Das Uebereinkommen 4.9.1 ist in der Priorität C eingestuft und ist bisher noch von keinem Staat ratifiziert worden. Andererseits ist der Bundesrat im Begriff, für die jetzige Legislaturperiode einen Verfassungsartikel in dieser Materie vorzuschlagen. Wäre es deshalb möglich, das Uebereinkommen in die Kategorie B hineinzunehmen?

M. Felber: La question de M. Flückiger est une question d'ordre politique. Dans les lignes directrices pour la présente législature, le Conseil fédéral laisse clairement entendre qu'il envisage de proposer la ratification de la Charte sociale. Il va donc un peu plus loin que la classification C dans le rapport en discussion. Cela est lié naturellement à la votation sur l'Espace économique européen (EEE). Il va de soi que l'acceptation par le Parlement et par le peuple suisses de l'EEE entraînerait des modifications législatives chez nous, qui rendraient tout à fait facile la ratification de la Charte sociale. La classification en elle-même n'est pas absolue. Ce sont à priori les travaux que nous préparons; mais il peut y avoir des événements politiques qui font qu'une convention soit placée dans une autre priorité. C'est un peu la même réponse que je pourrais donner à Mme Simmen. Nous avons reçu une initiative parlementaire, émanant du -Conseil national, qui demande précisément la ratification des deux conventions que vous mentionnez. Il est donc vraisemblable que nous devons avancer cela de la priorité C à la priorité B, selon la suite qui sera donnée à cette initiative.

M. Cavadini Jean: La convention 4.9.1 sur les infractions visant les biens culturels me paraît susciter un intérêt extrêmement limité dans les Pays membres du Conseil de l'Europe. Il n'y a pour l'instant que six Pays qui l'ont signée, et il me paraît pourtant qu'elle recèle un certain nombre de points importants dans le domaine de la

protection culturelle. Quant à la convention 4.9.2 pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, je souhaiterais avoir un complément d'information. Le rapport mentionne que "certains cantons ont manifesté des réserves irrecevables ou se sont prononcés contre la signature et la ratification de ce document" (page 27). Or, j'observe que dans ce cas particulier, la compétence constitutionnelle de la Confédération sur les monuments historiques est indiscutable. Quelles ont donc été les oppositions qui nous font hésiter à propos de la ratification de cette convention?

Gadient: Der Europarat macht jeweils eine umfassende Zusammenstellung des Standes der Konventionen bezüglich ihrer Ratifikation. Ich wünsche, dass die Mitglieder unserer Kommission diese Dokumentation erhalten; sie gibt Aufschluss über den gesamten Konventionszustand. Es ist daran zu erinnern, dass die Konventionen, sobald wir sie ratifiziert haben, unmittelbar anwendbares Recht darstellen.

Eine Frage zu den vier ratifizierten Konventionen aus dem Bildungsbereich. Wie weit sind wir diesbezüglich vorangekommen, und wann kommen diese Abkommen gesamteuropäisch zum Tragen ?

Mme Apelbaum: A propos des oppositions dont parlait M. Cavadini Jean: On peut constater que la convention européenne sur les infractions visant les biens culturels a été signée par six pays, mais qu'elle n'a encore été ratifiée par aucun. Je ne connais pas en détail les difficultés qu'a rencontrées cette convention, mais on peut observer à la lecture du rapport qu'il y a plusieurs conventions qui sont élaborées, qui peut-être correspondent à un certain besoin au moment où les travaux sont entrepris, et au moment où le texte parvient à sa finalisation, les Etats soit n'en ressentent plus le même besoin, ou rencontrent des difficultés qui n'ont pas été prises en considération lors de l'élaboration de la convention. Il y a ce qu'on appelle des conventions mornées, qui existent dans toutes les organisations.

Je ne peux pas en dire plus sur cette convention particulière, je pense qu'elle correspond à un besoin réel, mais qu'il y a des difficultés qui font qu'aucun Pays ne l'a encore ratifiée. Si Mme Simmen le souhaite, je pourrai m'adresser à l'Office compétent en ce qui concerne les biens culturels, pour lui apporter des précisions supplémentaires.

En ce qui concerne la convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (4.9.2), effectivement le problème du côté suisse est qu'il ya eu une consultation des cantons en 1986. Une partie des dispositions contenues dans cette convention sont dans la compétence des cantons, et le résultat de cette consultation a apporté un certain nombre de réponses négatives de cantons qui s'y sont opposés. D'autres cantons auraient accepté l'objectif poursuivi par la convention, mais en émettant des réserves qui ne sont pas recevables dans ce sens qu'elles ne sont pas prévues par la convention et que l'on ne peut pas assortir une ratification par la suite des réserves.

Du côté suisse, nous souhaitons poursuivre nos efforts en vue d'obtenir une meilleure adhésion des cantons à cette convention.

M. Felber: M. Gadient, nous prenons note de votre souhait de disposer du document établi par le Conseil de l'Europe qui fait la liste de toutes les conventions. Nous ferons en sorte que les membres de la Commission le reçoivent.

En ce qui concerne le problème de la formation. En fait, dans les conventions il n'y a pas de texte qui touche directement cette question, à part les textes qui concernaient les équivalences des diplômes universitaires. Il n'y pas de textes du Conseil de

l'Europe qui concernent la formation professionnelle. L'idée actuellement est plutôt de chercher des solutions multilatérales au niveau de l'EEE, car on sera bien obligés à ce moment-là, si l'on aboutit, de trouver des équivalences de formation et de déterminer les règles de ces formations.

Der Bericht wird einstimmig zur Kenntnis genommen.

Prise de connaissance unanime du rapport.

4. 92.019 n Europarat 1991. Tätigkeiten der Schweiz

M. Felber, président de la Confédération: Le rapport du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au sein du Conseil de l'Europe en 1991 décrit par domaines spécifiques les points essentiels de l'activité intergouvernementale du point de vue suisse.

Durant l'année 1991, le Conseil de l'Europe s'est essentiellement consacré à étendre et à intensifier ses relations avec les pays de l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à développer ses programmes d'assistance en faveur de ces pays. Le Conseil de l'Europe, lui aussi, appuie le processus de démocratisation mis en vigueur dans ces nouvelles républiques.

Durant cette période, nous avons constaté que le rôle paneuropéen de cette organisation s'est affirmé. Les relations du Conseil de l'Europe avec la CSCE se sont accrues de manière satisfaisante. Nous sommes maintenant invités de la CSCE pour suivre ses travaux.

Un premier développement important à souligner, c'est l'adhésion successive des trois nouveaux membres issus de l'ex bloc communiste, soit de la Hongrie (novembre 1990), de la République Fédérative Tchèque et Slovaque (février 1991) et enfin de la Pologne (novembre 1991). Ces adhésions sont des engagements pleins et entiers de ses nouveaux Etats membres. Il n'y a eu aucun abaissement des standards, aucune entrée "à prix réduit" au Conseil de l'Europe. Au contraire: ces Etats ont tous adhéré en signant la Convention européenne des droits de l'homme et ses dispositions facultatives telles que le droit de recours individuel, ce qui n'est pas une obligation statutaire.

Ces rapprochements des nouvelles démocraties aux standards du Conseil de l'Europe ont été possibles grâce notamment au programme d'assistance de l'organisation, mis sur pied pour accompagner et pour approfondir le processus de réformes démocratiques dans les pays de l'Europe centrale et orientale.

Un deuxième développement important de l'activité du Conseil de l'Europe en 1991 est l'intensification du programme d'assistance, tant dans leur extension géographique que dans le nombre de domaines couverts, qui englobent non plus seulement les aspects classiques des droits de l'homme et des institutions, mais également la santé publique, la protection de l'environnement, la politique de la jeunesse et la politique des médias.

Vous savez que la Suisse a versé pour ces programmes une contribution volontaire supplémentaire d'un million de francs suisses pour des activités spéciales dans le domaine des droits de l'homme et de la coopération juridique en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale. Notre secrétaire général Mme Lalumière affirme que ce n'est pas un plan Marshall économique qu'il nous faudrait aujourd'hui pour ces nouveaux Etats, mais plutôt un plan Marshall en faveur du droit.

Un troisième point est l'affirmation progressive du rôle paneuropéen de l'organisation de Strasbourg. Elle devient de plus en plus un forum d'accueil et d'intégration graduelle des nouvelles démocraties dans la coopération européenne. Il y a lieu de noter que le Conseil de l'Europe est présentement la seule organisation de coopération européenne capable de s'ouvrir et d'accueillir rapidement les nouvelles démocraties de l'Est, tandis que la Communauté européenne ne peut pas leur offrir de véritables structures d'intégration. Cette intégration progressive dans le Conseil de l'Europe est conditionnée par les progrès des réformes; elle a donc une valeur de passeport démocratique et satisfait le besoin légitime des jeunes démocraties d'être reconnues dans leurs nouvelles structures politiques.

Enfin, j'aimerais souligner les progrès dans les relations entre le Conseil de l'Europe et la CSCE. Du côté suisse, nous avons été très actifs dans ce domaine depuis quelques années déjà, afin que ces deux enceintes, qui travaillent en partie dans des domaines similaires, établissent des relations de complémentarité et évitent les doubles emplois. Nous avons toujours estimé que le Conseil de l'Europe disposait de 40 ans d'expérience et d'une institution parfaitement équilibrée dans des domaines qui correspondent exactement à certains des domaines traités par la CSCE. Citons les principes de la démocratie, le respect des droits de l'homme, la coopération et la diversité culturelles, la liberté de l'information, le respect des minorités etc. Du côté suisse, nous avons donc défendu l'idée que le Conseil de l'Europe est l'organisation capable de mettre en oeuvre et d'assurer par la suite le suivi des objectifs politiques fixés dans la CSCE, sans qu'il soit nécessaire de recréer au sein de la CSCE de nouvelles institutions qui vérifieraient les mêmes choses. Nos efforts ont été dans une large mesure couronnés de succès; une majorité des Etats membres de la CSCE partagent aujourd'hui notre point de vue. Il faut savoir aussi que, lorsque ces Etats de l'Europe de l'Est ont atteint leur liberté, ils ont commencé par imaginer des institutions, et ils les voyaient dans la seule conférence dans laquelle ils participaient, c'est-à-dire la CSCE. Il a fallu patiemment leur faire comprendre ce que faisait le Conseil de l'Europe, les faire adhérer, pour qu'ils découvrent que cela existait déjà et qu'il n'était pas nécessaire de refaire ces institutions. Le discours du président Vaclav Havel était significatif à cet égard; en une année, il a complètement changé, en recommandant récemment, en tant que membre du Conseil de l'Europe, qu'il ne fallait surtout pas créer de doubles emplois. Depuis novembre 1991 et jusqu'au 7 mai 1992, la Suisse assure la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. J'avais pris l'initiative de développer les relations entre le Conseil de l'Europe et les Etats-Unis. Ceci bien entendu pas dans le but qu'ils y adhèrent, mais à cause de la CSCE dont les Etats-Unis sont membre. Et ils se méfiaient un peu de voir confier à une organisation dont ils ne font pas partie, des tâches qui avaient été définies politiquement par la CSCE. En effet, il n'y avait jamais eu de relations officielles entre le Conseil de l'Europe et les Etats-Unis, qui, eux, n'avaient jamais jugé nécessaires de s'y intéresser. Aujourd'hui, la situation a évolué, et le Conseil de l'Europe est devenu, pour les Etats-Unis aussi, un élément important. Donc il était dans leur intérêt de se rapprocher de nous, et dans le nôtre d'avoir leur appui.

J'ai donc été en visite à Washington en février 1992, accompagné du Secrétaire général Mme Lalumière. Notre visite s'est déroulée au plus haut niveau, puisque nous avons rencontré le président George Bush pour un entretien très substantiel; il était bien informé sur notre volonté. Notre objectif était de sensibiliser l'administration américaine qui va à son tour essayer de reparler de cela au niveau parlementaire. Un autre objectif était de faire valoir auprès des Etats-Unis quelles étaient les compétences du Conseil de l'Europe et l'utilité de sa contribution. Sur ces deux

points, nos interlocuteurs américains partagent notre point de vue. Ils ne veulent pas envisager une association, mais ils sont intéressés par des collaborations ponctuelles, par exemple dans le domaine des droits de l'homme.

En ce qui concerne les nouveaux membres au Conseil de l'Europe, j'espère pouvoir accueillir, le 6 mai prochain, la Bulgarie, qui a accompli son cursus, avec des élections libres, une nouvelle Constitution et la signature de la convention européenne sur les droits de l'homme.

Il reste la question des pays baltes; ces pays ne sont pas encore prêts à adhérer; il y a là des problèmes de protection des minorités russes (civils et militaires) qui ne sont pas résolus. Nous avons pu parler à plusieurs reprises avec les Présidents de ces trois républiques; ils se sont exprimés au Comité des ministres du Conseil de l'Europe dans le sens qu'il y a une tension psychologique lourde à vaincre à l'intérieur de leurs pays, avant qu'on obtienne une protection effective de ces minorités.

Präsident: Ich danke Herrn Bundespräsident Felber für seine Ausführungen, vor allem aber für seine Arbeit als Präsident des Ministerkomitees des Europarates. Das war eine substantielle Arbeit, die wir mit Interesse verfolgt haben. Sie hat einerseits der Sache und andererseits dem Ansehen der Schweiz gedient. Als Mitglieder der Schweizer Delegation waren in Strassburg aus unserem Rat die Herren Flückiger (Präsident der Delegation), Miville und Seiler Bernhard vertreten. Neu kommen hinzu die Herren Bloetzer und Schiesser.

Diskussion - Discussion

M. Flückiger: J'aimerais d'abord confirmer les excellents résultats de la démarche que M. Felber en tant que président du Comité des Ministres a conduite auprès du Président des Etats-Unis et de son gouvernement. Il a ramené de ce voyage avec Mme le secrétaire général des résultats tangibles et immédiatement perceptibles. Nous avons pu constater notamment que l'engouement des Etats-Unis pour la CSCE s'est modifié quelque peu. De toute façon, en ce qui concerne la session de l'assemblée de la CSCE qui se prépare en juillet 1992 à Budapest, on a largement délégué au Conseil de l'Europe le soin de l'organiser. Lors de l'assemblée de Madrid en 1991, nous étions parmi ceux qui voyaient venir avec beaucoup d'appréhension ce dualisme entre une assemblée CSCE et une assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Eh bien, l'assemblée CSCE n'aura que des compétences déclaratoires; elle formulera des rapports et des recommandations, mais elle n'aura pas de pouvoir décisionnel.

J'aimerais commenter rapidement le chapitre 23 du rapport au sujet du rôle institutionnel du Conseil de l'Europe. L'agrandissement du Conseil en direction des pays de l'Est européen ne va pas sans poser de problèmes, parce que certains autres pays -- et non des moindres, je pense en particulier à la Russie -- sont déjà au portillon. La Russie bénéficie du statut d'invité spécial, un statut intermédiaire qui prépare en quelque sorte l'adhésion définitive. Or, la situation chaotique du pays exclut cette procédure à moyen terme et, comme le président Felber l'a mentionné, le Conseil de l'Europe insiste sur le fait que tout pays doit passer nécessairement par les différents stades qui sont des standards irrenonçables. La situation est très semblable pour la Roumanie qui a des prétentions tout aussi avérées d'entrer rapidement au Conseil de l'Europe. Un problème quelque peu différent est constitué par l'Albanie qui nos déclare d'ores et déjà qu'elle n'aura pas les moyens financiers pour envoyer leur délégués à Strasbourg. La Suisse, avec d'autres pays, devra

envisager une formule d'aide qui s'étende sur quelques années, pour que ces pays qui auront obtenu leur adhésion au Conseil de l'Europe, ne se voient pas, pour des raisons purement pécuniaires, interdits d'exercer leur mandat.

Präsident: Herr Flückiger ist vorgesehen als Vizepräsident der Parlamentarischen Versammlung des Europarates während ihrer 44. ordentlichen Session; ich erteile das Wort einem ehemaligen Vizepräsidenten, Herrn Gadiant.

Gadiant: Ich möchte Herrn Felber ebenfalls zum zu Ende gehenden erfolgreichen Präsidialjahr beglückwünschen. Eine Frage hat uns immer wieder beschäftigt, nämlich das seit Jahren bestehende Spannungsverhältnis zwischen dem Europarat und der Europäischen Gemeinschaft. In der Tat finden sich weder im Bericht der Parlamentarierdelegation noch in jenem des Bundesrates wesentliche Ansätze zu dieser Betrachtung.

Ich erinnere daran, dass es der Europarat vor fünf oder sechs Jahren in der Hand gehabt hätte, in der Verkehrspolitik eine führende Rolle zu übernehmen, weil ja die Transitländer Oesterreich und Schweiz nur in diesem Gremium vertreten waren. Wegen kleinlicher Streitereien ist dann dieser Vorstoss versandet, so dass die Verkehrspolitik integral in die Hand der EG geraten ist. Der Europarat hat in diesem Bereich wohl noch mit eher konventionellen Methoden agiert, aber er konnte nichts mehr Wesentliches zu neuen Lösungen beitragen. Ist heute die Koordination zwischen den beiden grossen europäischen Organisationen besser gewährleistet?

M. Delalay: Ma question concerne l'attitude et les possibilités d'action du Conseil de l'Europe face aux événements actuels en Yougoslavie. Nous constatons que c'est un véritable défi pour l'Europe, soit parce qu'une nation est en train de se désintégrer, soit parce que la population souffre d'une manière très grave. Le Conseil de l'Europe a formulé une résolution demandant le cessez-le-feu en Yougoslavie; en plus, il a demandé que les Nations Unies envoient une force d'interposition. Quels sont les développements récents, et quelles sont les initiatives pour tenter d'apporter des solutions à ce problème, qui me paraît l'un des plus graves de l'heure?

M. Felber: M. Flückiger ouvre pour ainsi dire le dossier en parlant des futurs membres. Lors d'une récente assemblée à Strasbourg, une déléguée suisse m'a posé la question: "Qu'est-ce que l'Europe, Monsieur le Président?" La Russie, est-ce que c'est l'Europe? Pour l'instant, on peut repousser la réponse à cette question, mais un jour elle va se poser.

La Roumanie est un problème permanent; nous avons toujours dû constater qu'elle ne remplissait pas les critères nécessaires pour adhérer. Elle n'a pas modifié suffisamment ses structures pour qu'on puisse dire qu'elles répondent aux normes démocratiques.

En ce qui concerne les relations entre la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe, évoquées par M. Gadiant, elles se sont nettement améliorées, à cause de l'arrivée des pays de l'Europe centrale. Là, la CE ne peut plus décider seule. Elle ne peut pas les intégrer, donc elle utilise d'une façon tout à fait correcte l'instrument qu'est le Conseil de l'Europe, pour favoriser le développement de la démocratie dans ces pays. D'autre part, la CE n'a plus la majorité. Quand je suis entré au Comité des Ministres comme nouveau Conseiller fédéral, il y avait 23 pays dont douze étaient membres de la CE; cela faisait la majorité absolue. Aujourd'hui, le dialogue reprend,

parce que les pays membres de la CE ont, eux aussi, établi des relations particulières avec les pays de l'Europe centrale. D'autre part, nous avons institué une rencontre qu'on appelle -- je ne sais pas pour quelles raisons -- la "quadripartite". Elle réunit le Président en exercice, donc ministre des affaires étrangères de la Communauté européenne avec le Président en exercice du Conseil de l'Europe. J'ai eu cette première séance de "quadripartite" avec le ministre hollandais M. van den Broek en novembre 1991. Ces réunions ont lieu deux fois par année, avec nos collaborateurs et les secrétaires généraux; elles établissent les problèmes de relations entre les deux institutions. Pour la Yougoslavie, je ne touche que la partie qui concerne le Conseil de l'Europe. Celui-ci est totalement démuné, la Yougoslavie n'étant pas membre de cette organisation. Il n'a donc aucun moyen d'intervenir directement.

M. Jacot-Guillarmod: Dans la ligne de ce que vient de dire M. le président Felber sur l'amélioration des rapports entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne, il faut signaler que sur le plan juridique il y a aussi des signes tangibles. Pendant longtemps, on s'est plaint dans les milieux de la coopération juridique au sein du Conseil de l'Europe que celui-ci n'avait que la proportion congrue de la coopération face à un envahissement communautaire qui se manifestait dans différents domaines, y compris ceux qui étaient traditionnellement réservés au Conseil de l'Europe. Ces dernières années, nous avons constaté une amélioration, et j'aimerais en signaler quelques éléments concrets.

Tout d'abord, la CE comme telle a adhéré, de manière ponctuelle, à certains instruments du Conseil de l'Europe. C'est un signe qui est l'expression d'un partage de compétences dans certains domaines entre la CE et ses Etats membres. Dans le domaine qui est peut-être le coeur du Conseil de l'Europe, le patrimoine juridique commun, le respect des valeurs démocratiques pluralistes, le domaine des droits de l'homme, on a aussi vu qu'il y a eu une sorte de réception normative de ce patrimoine à l'intérieur de la CE. L'exemple des droits de l'homme me paraît significatif. Dans le Traité de Rome, rédigé en 1958, il n'y a aucune allusion aux droits de l'homme. Mais dans la jurisprudence de la Cour du Luxembourg, il y a eu, de nouveau de manière ponctuelle d'abord, une réception de ce patrimoine et une intervention de la Convention européenne des droits de l'homme dans cette jurisprudence. En 1977, au niveau politique, les Etats membres de la CE ont adopté une déclaration dans laquelle ils manifestent leur attachement à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). On en restait jusque-là au niveau politique. Eh bien, en 1986, dans l'acte unique européen, on a constaté qu'il était expressément fait référence de l'attachement des pays membres de la CE à la CEDH. Cette référence est manifestée de façon encore plus solennellement dans le nouveau traité de Maastricht de 1991, à tel point que l'idée lancée par la Commission CE de Bruxelles d'envisager l'adhésion de la Communauté européenne comme telle à la CEDH a repris de l'actualité. Il y aura quelques problèmes institutionnels en ce qui concerne la Commission et la Cour de Strasbourg, mais ils sont d'ordre technique et pourront certainement être surmontés.

Dernière remarque au sujet de l'amélioration des relations qui est en même temps l'expression d'une complémentarité. Vous venez de parler d'une série d'accords que la Suisse a ratifiés dans le domaine de la reconnaissance d'équivalences de périodes d'études. Je crois que dans ce domaine, le Conseil de l'Europe a assumé un rôle de pionnier, mais effectivement la dynamique de la libre circulation des personnes avec ses aspects économiques a fait que de façon naturelle, et dans la

mesure où un grand nombre d'Etats en sont partie, ces domaines ont connu des expressions plus concrètes dans le contexte de la CE.

Woker: Zur Lage in Jugoslawien allgemein und speziell in Bosnien-Herzegowina: Sie ist --diplomatisch ausgedrückt-- beunruhigend, sie ist katastrophal. Hinter der ganzen Konfusion kann man doch feststellen, dass im Moment die Hauptlast der Schuld auf serbischer Seite liegt, und zwar einerseits bei den irregulären serbischen Verbänden und andererseits bei der früheren Bundesarmee. Diese ist heute eine fremde Streitmacht auf dem Territorium eines anderen Staates, denn Bosnien-Herzegowina ist ein international anerkannter Staat. Es gibt aber auch Anzeichen dafür, dass entlang der dalmatinische Küste auch kroatische Irreguläre tätig sind. International hat auf Seiten der US-Politik eine fast vollständige Kehrtwende stattgefunden. Washington ist von einer sehr vorsichtigen Haltung zu einer Vorreiterrolle gegen Serbien umgeschwenkt. Gleichzeitig hat auch die EG ziemlich deutlich Stellung bezogen -- auch jene Staaten, die im Konflikt zwischen Kroatien und Serbien eher zurückhaltend waren.

Für die Schweiz ist natürlich im Vordergrund, was auf der Ebene der KSZE passiert. Hier ist festzustellen, dass bereits letzte Woche in Helsinki, wo im Moment die KSZE-Folgekonferenz stattfindet, die hohen Beamten einen recht scharfen und eindeutigen Text an die Adresse Serbiens verabschiedet haben. Am kommenden Mittwoch ist wieder eine Sitzung dieses Gremiums angesetzt, und es könnte dann zu ersten konkreten Massnahmen in Richtung Serbien kommen. Was die KSZE beschliessen könnte, wären Massnahmen bis hin zur eigentlichen Suspendierung von Serbien, das innerhalb der KSZE noch Jugoslawien heisst. Auch auf der Ebene bilateraler Möglichkeiten gibt es erste Anzeichen, dass gewichtige Staatengruppen sich auf Zwangsmassnahmen gegen Serbien einigen werden.

M. Felber: J'aimerais vous apporter un complément à ce sujet. La semaine dernière, lors de notre entretien avec le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros-Ghali, celui-ci a été très précis. Il souhaite que le conflit en Yougoslavie soit réglé par les Européens, et plus particulièrement par la Communauté européenne qui en a pris l'initiative. Pour lui, les Nations Unies ne peuvent pas régler tous les conflits régionaux. Elles restent à disposition, étant complémentaires mais n'intervenant pas à priori. C'est un point de vue intéressant à retenir.

M. Flückiger: La question posée par notre collègue Delalay concernant la Yougoslavie touche en fait à la compétence -- ou incompétence -- de l'Assemblée parlementaire respectivement du Conseil de l'Europe. Effectivement, le Conseil de l'Europe n'avait et n'a aucun pouvoir sur le déroulement des événements en Yougoslavie. Ceci pour la simple raison qu'il est une organisation du type classique de coopération intergouvernementale. Si nous voulions sortir de cet ordre juridique -- et je dois dire que de la part des personnes commises à la réforme des Statuts nous avons été tentés de le faire -- nous aurions dû élever les compétences du Secrétaire général, instituer le secrétariat général comme organe du Conseil de l'Europe, et nous serions sortis alors de cette configuration juridique claire qui est la nôtre. Seulement alors, nous aurions disposé d'un organe qui, sans atteindre peut-être aux compétences de M. Boutros-Ghali, aurait eu la possibilité d'intervenir à titre représentatif sur le terrain lorsque les conflits sont latents, et plus tard pour essayer de calmer le feu entre les belligérants. Nous avons naturellement dû renoncer à proposer une réforme constitutionnelle pour le Conseil de l'Europe. Elle aurait été vouée à l'échec, car cela n'est pas sa vocation.

Kenntnisnahme des Tätigkeitsberichts 1991: Einstimmig.
Prise de connaissance du Rapport d'activité 1991: Unanimité.

5. Bericht der Schweizer Parlamentarier-Delegation beim Europarat über die 43. Session der Parlamentarischen Versammlung

Präsident: Inhaltlich deckt sich der Bericht mit den Themen, die unter den Traktanden 3 und 4 schon diskutiert worden sind. Das Wort ist frei.
(Keine Wortmeldungen.)

Kenntnisnahme des Berichtes: Einstimmig
Prise de connaissance du rapport: Unanimité.

Die Traktanden 3, 4 und 5 können in der Berichterstattung im Plenum zusammengefasst werden. Der Kommissionssekretär schlägt mündliche Berichterstattung vor; dem stimme ich zu. Ich schlage vor, dass Herr Flückiger, Vizepräsident der Parlamentarischen Versammlung des Europarates die Berichterstattung übernimmt. So beschlossen. Die Behandlung im Rat ist für die Herbstsession 1992 vorgesehen..

Pressemitteilung

Die Aussenpolitische Kommission des Ständerates tagte am 23. April 1992 in Bern unter dem Vorsitz von Ständerat Cavelty (C/GR) und im Beisein von Bundespräsident Felber und der Staatssekretäre Kellenberger und Blankart.

Die Kommission sprach sich über den Bericht der Studiengruppe zu Fragen der Schweizerischen Neutralitätspolitik aus und diskutierte auch schon eingehend über die institutionellen Aspekte des EWR-Vertrages.

Die Kommission befasste sich auch mit den Berichten über den Europarat (91.081 - Konventionen des Europarates; 92.019 - Tätigkeitsbericht des Bundesrates und 92.013 - Tätigkeitsbericht der Schweizer Parlamentarierdelegation beim Europarat. Die zunehmende Bedeutung des Europarates als paneuropäisches Zusammenarbeitsforum wurde unterstrichen.

Die Kommission behandelte auch die beiden Doppelbesteuerungsabkommen mit Bulgarien und Finnland. Die einstimmige Kommission wird ihrem Rat beantragen, diesen beiden Vorlagen zuzustimmen.

Die Kommission befasste sich auch mit einer Petition betreffend das Vorsorgeprinzip zur Sicherung der Menschenrechte. Die einstimmige Kommission wird dem Plenum beantragen, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine weitere Folge zu geben.

3003 Bern, den 23.4.1992

Parlamentsdienste
Fachdienst II

C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

La Commission de politique extérieure du Conseil des Etats s'est réunie le 23 avril 1992 à Berne sous la présidence de M. le Conseiller aux Etats Cavelty (C/GR) et en présence du Président de la Confédération Felber ainsi que des Secrétaires d'Etat Kellenberger et Blankart.

La commission s'est exprimée au sujet du Rapport du Groupe d'étude sur la neutralité de la Suisse et a discuté déjà de manière détaillée sur les aspects institutionnels du traité sur l'EEE.

La commission a examiné également les rapports relatifs au Conseil de l'Europe (91.081 Conventions du Conseil de l'Europe; 92.019 Rapport d'activité du Conseil fédéral et 92.013 Rapport d'activité de la Délégation parlementaire suisse auprès du Conseil de l'Europe. On a relevé particulièrement le rôle croissant du Conseil de l'Europe comme le forum de la collaboration paneuropéenne.

La commission a traité en outre les deux conventions de double imposition passées avec la Bulgarie et avec la Finlande. La commission unanime proposera au plénum d'approuver ces deux accords.

La commission a procédé enfin à l'examen d'une pétition relative au principe de prévention pour la sauvegarde des droits de l'homme. La commission unanime proposera au plénum de prendre connaissance de la pétition, mais de ne pas y donner suite.

3003 Berne, le 23 avril 1992

Service du Parlement
Service de commission II

Vertraulich/Confidentiel
Bern, 30.04.92

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 23. April 1992,
09.30 - 13.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

TAGESORDNUNG

1. 92.007 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Bulgarien
2. 92.014 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Finnland

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR

1. 92.007 é Double imposition. Convention avec la Bulgarie
2. 92.014 é Double imposition. Convention avec la Finlande

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Caveltz

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Ruesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:

Dieter Metzger, Direktor Eidg. Steuerverwaltung, EFD
Daniel Lüthi, Vizedirektor Eidg. Steuerverwaltung EFD

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi, PD
Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2

Protokoll: Samuel Bösch (d/f)

1. 92.007 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Bulgarien

(Der Präsident bittet Herrn Metzger, die beiden Abkommen kurz zu erläutern. Kurzreferat im Anhang.)

Diskussion -- Discussion

Delalay: Première question: Quels sont les pays de l'Europe centrale et de l'est avec lesquels la Suisse a signé des conventions de ce genre?

Deuxième question: J'ai remarqué la nuance que la convention avec la Bulgarie correspond "dans une large mesure" au modèle de convention de l'OCDE de 1977. En général, vous déclarez que ces conventions correspondent. Quels sont ici les éléments qui ne correspondent pas au modèle OCDE?

Metzger: Wie erwähnt haben wir Ihnen im Januar 1992 das Doppelbesteuerungsabkommen mit Polen vorgestellt. Früher schon bestand ein solches Abkommen mit der Deutschen Demokratischen Republik, das ins Doppelbesteuerungsabkommen mit der Bundesrepublik Deutschland einbezogen wurde. Schon 1942 hatten wir ein Abkommen mit Ungarn abgeschlossen; dieses ist 1986 auf den damals neuesten Stand gebracht worden. Zur zweiten Frage bitte ich Herrn Lüthi, der das Abkommen ausgehandelt hat, Auskunft zu geben.

Lüthi: Die schweizerische Abkommenspolitik folgt im grossen und ganzen den OECD-Musterabkommen, aber es gibt immer auch Abweichungen. Denken wir einmal an die schweizerische Praxis auf dem Gebiet der Amtshilfe oder an die Quellenbesteuerung der Zinsen, wo wir insbesondere einen Null-Satz bevorzugen; die OECD sieht dagegen einen Satz von 10 Prozent an der Quelle vor.

Gegenüber gewissen Staaten müssen wir Abweichungen machen, zum Beispiel bei den Entwicklungsländern. Auch bei den Staaten Ost-Mittleuropas sind wir bereit, gewisse Abweichungen vorzusehen, namentlich bei der Betriebsstättendefinition, wo wir diesen Staaten etwas mehr geben als den Industriestaaten. Bei den Baustellen haben wir zum Beispiel eine Dauer von neun Monaten vereinbart; in der Regel sind es zwölf Monate. Bei den Zinsen haben wir Bulgarien eine Quellensteuer von 10 Prozent zugestehen müssen, was sonst nicht unserer Praxis entspricht, aber dafür -- was unseres Erachtens viel wichtiger war -- haben wir bei den Lizenzgebühren einen Null-Satz erreicht. Das entspricht unserer Praxis, und das konnten wir auch gegenüber anderen Oststaaten durchsetzen.

Wenn wir unsere neue Abkommenspraxis gegenüber den Staaten Ost-Mittleuropas betrachten, liegt das Abkommen mit Bulgarien völlig im Rahmen dieser Praxis.

(Keine weiteren Wortmeldungen.)

Abstimmung -- Vote

Zustimmung zum Abkommen über die Doppelbesteuerung mit Bulgarien (einstimmig).
Adhésion à la convention avec la Bulgarie concernant la double imposition (unanimité)

Berichterstattung schriftlich.

2. 92.014 s Doppelbesteuerung. Abkommen mit Finnland

(Berichterstattung durch Herrn Metzger. Kurzreferat im Anhang.)

Zu diesem Traktandum wird das Wort nicht verlangt.

Abstimmung -- Vote

Zustimmung zum Abkommen über Doppelbesteuerung mit Finnland (einstimmig)
Adhésion à la convention avec la Finlande concernant la double imposition (unanimité).

Berichterstattung schriftlich.

Eidg. Steuerverwaltung
Der Direktor

DBA-Klb/Stf/Kor
22.4.1992

Doppelbesteuerungsabkommen mit Bulgarien und Finnland

(Kurzreferat an der Sitzung der aussenpolitischen Kommission
des Ständerates vom 23. April 1992)

Bereits anfangs 1989 revidierte Bulgarien seine Wirtschaftsge-
setzgebung tiefgreifend. Seit diesem Zeitpunkt haben westliche
Investoren die Möglichkeit, sich in Bulgarien wirtschaftlich zu
betätigen. Der Handelsaustausch zwischen der Schweiz und Bulga-
rien spielt sich heute noch in einem bescheidenen Rahmen ab.
1991 hat die Schweiz Waren im Werte von 17.9 Mio. Franken von
Bulgarien importiert. Die Exporte von der Schweiz nach Bulga-
rien beliefen sich im gleichen Zeitraum auf 69.3 Mio. Franken.
Es ist jedoch anzunehmen, dass sich der Handelsaustausch in Zu-
kunft merklich steigern wird. Auch sind schweizerische Unter-
nehmen bereits heute mit Direktinvestitionen in Bulgarien tä-
tig. Dieser Bereich der Investitionstätigkeit dürfte in Zukunft
ebenfalls an Bedeutung gewinnen.

Wie schon im Falle von Polen ist der Bundesrat auch bei Bulga-
rien der Ansicht, dass der Abschluss eines Doppelbesteuerungs-
abkommens den eingeleiteten Reformprozess unterstützen kann.

Das Doppelbesteuerungsabkommen mit Bulgarien stellt aus all
diesen Gründen eine willkommene Ergänzung des schweizerischen
Abkommensnetzes dar.

Das Abkommen bezieht sich sowohl auf die Steuern vom Einkommen
als auch auf diejenigen vom Vermögen. Es folgt weitgehend dem
Musterabkommen der OECD aus dem Jahre 1977 und der schweizeri-
schen Vertragspraxis.

Der Artikel über die Betriebstätten wurde im Vergleich zum OECD-Musterabkommen insofern geändert, als Bau- und Montageeinrichtungen bereits dann eine Betriebstätte begründen, wenn ihre Dauer neun Monate übersteigt. Im Bereich der Quellensteuern auf Dividenden, Zinsen und Lizenzgebühren konnten, wie im Abkommen mit Polen, vorteilhafte Lösungen erreicht werden. Bei Dividenden wird das Besteuerungsrecht des Quellenstaates im Beteiligungsverhältnis auf 5 % und beim Streubesitz auf 15 % beschränkt, während bei Zinsen das Besteuerungsrecht an der Quelle auf 10 % begrenzt wird. Zinsen bei Kreditverkäufen sowie auf Bankdarlehen unterliegen jedoch keiner Quellensteuer. Lizenzgebühren können solange nur im Wohnsitzstaat des Empfängers besteuert werden, als die Schweiz in ihrem internen Recht keine Quellensteuer auf derartigen Gebühren einführt.

Das zwischen der Schweiz und Finnland bestehende Doppelbesteuerungsabkommen datiert aus dem Jahre 1956, ist somit eines der ältesten schweizerischen Abkommen überhaupt.

In den auf finnischen Wunsch hin aufgenommenen Revisionsverhandlungen wollte Finnland in erster Linie der mit der finnischen Steuerreform von 1989 zusammenhängenden Neuregelung der Besteuerung von Gesellschaften und deren Aktionären Rechnung tragen. Die finnische Steuerreform verschlechterte die Stellung der ausländischen Anteilseigner finnischer Gesellschaften, indem die ausgeschütteten Dividenden nicht mehr vom Gewinn der Gesellschaft abgezogen werden können und die neu eingeführte Steuergutschrift der auf den ausgeschütteten Gewinnen lastenden Körperschaftsteuer auf finnische Aktionäre beschränkt bleibt. Für schweizerische Investoren verringert sich dadurch der Dividendenertrag. Mit der Revision des Abkommens werden diese Nachteile dadurch gemildert, dass die finnische Kapitalertragsteuer bei Beteiligungen von mindestens 20 % einseitig von bisher 5 %

- 3 -

auf Null und bei den übrigen Beteiligungen von 10 % neu auf 5 % abgesenkt wird. Die Schweiz darf demgegenüber bei wesentlichen Beteiligungen 5 % und bei den übrigen Beteiligungen 10 % Verrechnungssteuer einbehalten.

Die erwähnte Aenderung der Quellensteuersätze bei Dividenden wurde zum Anlass genommen, das Abkommen von 1956 formell dem OECD-Musterabkommen anzupassen und einige unbedeutendere Neuregelungen vorzunehmen, die im wesentlichen der schweizerischen Abkommenspraxis entsprechen.

Zusammengefasst können die Abkommen mit Bulgarien und Finnland als für die Schweiz und ihre Wirtschaft günstig bezeichnet werden. Die Kantone und die Wirtschaftsverbände haben den Abkommenstexten anlässlich des Vernehmlassungsverfahrens denn auch durchwegs zugestimmt.

Ich beantrage Ihnen daher, die Abkommen mit Bulgarien und Finnland durch die Annahme der beiden vorliegenden Bundesbeschlüsse zu genehmigen. Die aussenpolitische Kommission des Nationalrates hat das bereits am 24. März 1992 getan.

Vertraulich/Confidentiel
Bern, 30.04.92

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 23. April 1992,
09.30 - 13.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

TAGESORDNUNG 6. 92.2001 Petition Vorsorgeprinzip zur Sicherung der
Menschenrechte

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 6. 92.2001 Pétition: Principe de prévention pour la sauvegarde
des droits de l'homme

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Cavetty

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch,
Schiesser, Simmen

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:
Rudolf Schaller, Generalsekretär, EDA
Paul Widmer, Stv. Chef Pol. Abt. 3, EDA
Rolf Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi, PD
Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2

Protokoll: Samuel Bösch (d/f)

6. 92.2001 Petition Vorsorgeprinzip zur Sicherung der Menschenrechte (H. Eberhart)

Präsident: Die Kommission die Möglichkeit, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ohne Folge zu geben. Ich habe die Petition Eberhart ehrlich gesagt nicht ganz verstanden und bitte Herrn Widmer, sie uns zu kommentieren.

Widmer: Die Grundidee der Petition unterstütze ich sehr, weil sich die Schweiz seit Jahren international für die friedliche Beilegung von Streitfällen einsetzt. Sie verfolgte dieses Ziel im Rahmen der KSZE, auch zu Zeiten, wo das nicht sehr beliebt war. Heute sind wir in der Lage, gewisse Früchte dieser Anstrengungen zu ernten.

Herr Eberhart beruft sich auf ein Verfahren zur Streitbeilegung, welches 1991 in Malta ausgearbeitet wurde. Leider eignet sich dieses Verfahren nicht für die Konfliktlösung in Jugoslawien, und zwar aus folgenden Gründen: Erstens betrifft das Verfahren, wie sein Name sagt, nicht prophylaktische Massnahmen, sondern die Streitbeilegung und zweitens wurde dieses Verfahren ausdrücklich für den Fall zwischenstaatlicher Konflikte vorgesehen.. Bis anhin war aber das Geschehen in Jugoslawien kein zwischenstaatlicher Konflikt.

Die Schweiz geht im Geiste bereits im Sinne von Herrn Eberhart vor. Sie setzt sich innerhalb der KSZE dafür ein, dass in Helsinki die friedliche Streitbeilegung vertieft wird. Es ist Ihnen sicher kein Geheimnis, dass in Valletta die schweizerischen Vorstellungen nur zu einem kleinen Teil berücksichtigt wurden. Inzwischen ist die Konstellation wesentlich besser, weil auch grössere Staaten, die bisher sehr skeptisch waren, ebenfalls ein Interesse für unser Anliegen zeigen, insbesondere Frankreich und Deutschland.

Die Schweiz hat diesem Projekt ihre Unterstützung zugesagt; von daher scheint mir der Weg, den wir beschreiten, einerseits dieses Verfahren und andererseits, indem wir uns für den Frieden in Jugoslawien dort einsetzen, wo wir es können, das heisst im konkreten Fall wäre es eine Berichterstattekommission im Rahmen der KSZE, die --wenn es möglich ist -- in einer Woche wieder nach Jugoslawien reist. Das ist der Beitrag, den die Schweiz zu leisten gedenkt.

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates hat die Petition Eberhart ebenfalls behandelt; sie beschloss Kenntnisnahme, ohne Folge zu geben.

Diskussion -- Discussion

Rüesch: Zum besseren Verständnis der Petition wäre die Beilage des Berichtes Valletta hilfreich gewesen, zusammen mit einer Interpretation vonseiten der Verwaltung.

Präsident: Der Antrag lautet auf Kenntnisnahme ohne weitere Folge.

Abstimmung -- Vote

Für Kenntnisnahme der Petition 92.2001 H.Eberhart

Einstimmigkeit

Vertraulich/Confidentiel

Bern, 30.04.92

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 23. April 1992,
09.30 - 13.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

TAGESORDNUNG 7. Auslandreisen der Kommission

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 7. Voyages à l'étranger de la commission

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Cavelti

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:
Rudolf Schaller, Generalsekretär EDA
Daniel Woker, Stv. Chef Politische Abt.1, EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi, PD
Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2

Protokoll: Samuel Bösch (d/f)

7. Auslandreisen der Kommission

Präsident: Sie haben das Schreiben der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates vom 26.3.1992 zu diesem Thema zur Kenntnis genommen. Sie hat sich auch dieses Jahr für zwei Reisen entschieden, und zwar mit erster Priorität für die Ukraine (verbunden mit einem Besuch in Moskau) und mit zweiter Priorität für Dänemark und Schweden. Bezüglich der Diskussion darüber verweise ich auf das entsprechende Kommissionsprotokoll. Das Büro des Nationalrates hat über diese Eingabe noch nicht entschieden.

Für Mitglieder der ständerätlichen Kommission sieht die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates vier Plätze vor. Unsere Kommission kann unabhängig entscheiden, aber eine gewisse Koordination wäre natürlich sinnvoll. Die Koordination sollte künftig so funktionieren, dass unsere Kommission nicht nur beim Vollzug, sondern schon bei der Bestimmung der Ziele einbezogen wird.

Diskussion -- Discussion

Gadient: Ich bin auf diesem Gebiet ein Skeptiker. Angesichts der Umbrüche in Osteuropa stehen wir meines Erachtens in einer Phase, wo wir die Reisen den professionellen Aussenpolitikern überlassen sollten. Alles andere ist nicht viel mehr als Sightseeing.

Grundsätzlich möchte ich die Fragestellung umkehren und nicht zuerst fragen, wieviele Reisen wir pro Jahr machen wollen, um dann anschliessend die Ziele festzulegen. Zuerst müssen wir die Prioritäten setzen und dann handeln.

Eine weitere Frage ist die Grösse der Delegation und die Art der Vorbereitung. Als die Europadebatte begann, hat die Aussenwirtschaftskommission des Ständerates 1989 Brüssel besucht. Sie hat sich sorgfältig vorbereitet und das ganze in ein längerfristiges Programm eingebettet. Ich bin der Meinung, dass wir bei den Reisen selektiver vorgehen sollten.

Rüesch: Ich teile die Auffassung von Herrn Gadient. Positiv war für mich ein Besuch mit der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte beim bundesdeutschen Rechnungshof in Bonn. Die Grundfrage war, inwiefern wir mit unserem Milizsystem bei der Bundesrepublik Deutschland mit ihrem Berufsparlament Anleihen machen könnten. Die Reise wurde anhand eines Fragenkatalogs gezielt vorbereitet. Reisen mit "gemischten Clubs" bringen dagegen nichts; wir sollten uns nicht durch das Programm der nationalrätlichen Kommission binden lassen.

M. Delalay: J'ai eu l'occasion de participer aux deux voyages à Bruxelles et à Bonn, mentionnés tout à l'heure par MM Gadient et Rüesch. L'un et l'autre ont été de très bonnes expériences, surtout parce qu'ils avaient été préparés d'une façon extrêmement détaillée. J'en ai tiré un enrichissement personnel dans les deux cas. Je pense que notre commission devrait prévoir un voyage -- pas forcément cette année -- dans un des pays de l'Europe de l'Est.

Präsident: In diesem Zusammenhang verweise ich auf einen persönlichen Brief, in dem mich Herr Onken anfragte, ob sich unsere Kommission in nächster Zeit nicht intensiver mit Osteuropa befassen möchte. Ich schlage Ihnen vor, dass wir uns an der nächsten Sitzung mit dem Themenkreis der Länder Ost-Mitteleuropas und der GUS-Staaten befassen.

Rhinow: Für mich stehen drei Gesichtspunkte im Vordergrund:

1. Begründung der Reise: Was wollen wir? Zu welchem Zweck gehen wir wohin?

2. Koordination mit der nationalrätlichen Kommission. Das heisst nicht unbedingt, dass man eine gemischte Kommission bildet; es kann auch eine Arbeitsteilung zwischen nationalrätlicher und ständerätlicher Kommission stattfinden.

3. Absprache mit den anderen parlamentarischen Delegationen. Als Beispiel: Die nationalrätliche Kommission will eventuell nach Schweden reisen; die IPU-Delegation reist im Herbst nach Schweden, und es ist nicht einzusehen, warum im gleichen Zeitraum zwei Delegationen ins gleiche Land reisen.

Bloetzer: Wir haben letztes Jahr zugunsten der Staaten Osteuropas grosse Kredite gesprochen. Es scheint mir deshalb sinnvoll, dass eine parlamentarische Kommission oder Delegation feststellt, wie die Lage sich in diesen Ländern entwickelt. Das ist meines Erachtens nicht nur eine Angelegenheit der Verwaltung, sondern auch der zuständigen Kommissionen. Gerade dort, wo alles im Fluss ist, ist es schwierig, sich ein umfassendes Bild zu machen.

Onken: Ich befürworte ebenfalls die Lösung mit kleineren Delegationen, so dass jedes Kommissionsmitglied etwa alle zwei Jahre an einer Auslandsreise teilnimmt. Es ist nicht sinnvoll, wenn wir nur im Parlamentsgebäude über graue Papiere gebeugt Aussenpolitik betreiben. Man darf andererseits die Zielsetzung der Reisen nicht zu hoch ansetzen; der direkte Gedankenaustausch mit ausländischen Parlamentariern ist an sich schon sehr wertvoll.

Schiesser: Einerseits sollte unsere Kommission unabhängig entscheiden und ihr Programm selbst gestalten können; andererseits sollten jedoch die national- und die ständerätliche Kommission kein Eigenleben führen. Es ist von Vorteil, wenn beide Kammern in solchen Reisedelegationen vertreten sind; dadurch wecken wir im Ausland mehr Verständnis für unser Zweikammersystem.

Präsident: Sie sind also mit dem Prinzip der Delegation einverstanden, ebenso mit der Maximalgrösse von 13 Mitgliedern gemäss dem Vorschlag der nationalrätlichen Kommission, in der Regel aber weniger.

Ferner behält sich unsere Kommission das Recht vor zu bestimmen, wohin sie reisen will. Wie stellen Sie sich zu den vorliegenden Vorschlägen? Was Osteuropa betrifft, schlage ich Ihnen wie schon gesagt vor, uns am 18./19. Mai zusammen mit hauseigenen Spezialisten und eventuell Gästen aus dem Ausland diesem Thema zu widmen. Sind Sie einverstanden, dass wir der nationalrätlichen Kommission unter diesen Voraussetzungen bezüglich der Reise in die Ukraine zustimmen?

Rhinow: Unsere Kommission befindet sich in Zugzwang, weil die nationalrätliche Kommission für 1992 schon konkrete Vorschläge unterbreitet hat. Wir können sie wohl kaum mehr umstimmen und für dieses Jahr auch keine eigene Reise beschliessen.

Wenn ich recht sehe, ist aber mit dieser Reise das Thema Osteuropa noch längst nicht ausgeschöpft. Wir könnten also der Ukraine-Reise zustimmen und anregen, dass die aussenpolitischen Kommissionen der beiden Kammern für künftige Jahre frühzeitig ein gemeinsames Programm verabschieden.

Onken: Ich möchte mich nochmals einsetzen für eine möglichst enge Koordination, auch was die Efta-Delegation und die Delegation für die Beziehungen mit dem Europäischen Parlament betrifft, die ja gemeinsam tagen. Dort könnte man auf das Programm Einfluss nehmen. Auch vom EDA könnten ja Vorschläge kommen, zum Beispiel in dem Sinn, dass man eine kleine parlamentarische Delegation in ein Land schickt, statt nur diplomatische Kanäle zu nutzen; andere Länder tun das jedenfalls.

Kündig: Noch eine Bemerkung zur Efta-Delegation.. Diese macht keine eigenen Veranstaltungen. Sie nimmt an den Beratungen der sieben Efta-Länder teil, sei es durch Ausschussmitglieder, sei es durch die Delegationen selbst. Der zweite Teil dieser Delegation ist umschrieben als "Delegation für die Beziehungen zum Europäischen Parlament". Bezüglich des Auftrags dieser Delegation gehen die Meinungen auseinander. Ich selbst meine, sie habe in erster Linie mit der vom Europäischen Parlament bestimmten Delegation für die Schweiz in Kontakt zu treten, aber nicht mit allen EG-Staaten, und es sei jedenfalls nicht ihre Sache, mit den Efta-Staaten Kontakte aufzubauen. Im Moment ist für die EP-Delegation eine weitere wichtige Aufgabe vorgesehen, nämlich die Kontakte mit den wichtigsten Fraktionen in Brüssel bzw. Strassburg zur Vorbereitung der Abstimmung über den EWR innerhalb des EG-Parlamentes.

Präsident: Sie sind also einverstanden, dass wir zusammen mit der nationalrätlichen Kommission die Reise einer Delegation nach der Ukraine und Moskau ins Auge fassen, aber nicht nach Dänemark und Schweden. Erwünscht ist längerfristig eine bessere Koordination bei der Planung dieser Reisen.

Vertraulich/Confidentiel
Bern, 8. Mai 1992

STAENDERAT
 Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 4 der Sitzung vom 23. April 1992,
 09.30 - 13.15 Uhr,
 in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

TAGESORDNUNG 8. Bericht der Studiengruppe zu Fragen der
 schweizerischen Neutralität; erste Aussprache
 (Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 8. Rapport du groupe d'étude sur la neutralité de la
 Suisse; première discussion

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal
 principal)

TEILNEHMER Präsidium: Cavelti

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean,
 Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch,
 Schiesser,

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:

Jakob Kellenberger, Staatssekretär EDA
 Rudolf Schaller, Generalsekretär EDA
 Mathias Krafft, Botschafter, Direktion für Völkerrecht EDA
 Thomas Borer, EDA
 Rolf Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi, PD
 Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2

Protokoll: Samuel Bösch (d/f)

8. Bericht der Studiengruppe zu Fragen der schweizerischen Neutralität; erste Aussprache

Präsident: Wir haben den Bericht der Studiengruppe vom März 1992 erhalten. Es ist ein Bericht zuhanden des Bundesrates. Sie haben Gelegenheit, ihn zur Kenntnis zu nehmen und sich dazu zu äussern.

M. Krafft, président du groupe d'étude: J'aimerais d'abord résumer ce que notre groupe de travail a fait et éclairer certains aspects de notre procédure et de ses résultats.

Le mandat reçu de la part du Conseil fédéral était très large, soit d'examiner la neutralité sous tous ses aspects (cf. pages 4 à 6 du rapport): politique étrangère, politique de sécurité, politique intérieure, relation avec d'autres maximes de la politique étrangère suisse, solidarité, bons offices, disponibilité. Nous avons donc été obligés de couvrir tous ces différents aspects dans notre rapport.

Nous avons voulu soumettre un rapport court, avec un certain risque de ne pas être suffisamment détaillés sur tous les points. Nous voulions en outre présenter un rapport qui reflète les vues de tous les membres; pour certains thèmes, il y avait des sensibilités ou des divergences de vues. Nous avons donc été amenés à trouver parfois des formules de compromis, qui n'étaient pas toujours suffisamment précises.

En ce qui concerne les conclusions du rapport, vous constatez qu'elles rejoignent dans les grandes lignes certaines prises de position récentes du Conseil fédéral. Je me réfère en particulier à son rapport du 1er octobre 1990 sur la politique de sécurité de la Suisse dans le monde, et également à son rapport sur le plan directeur de l'armée 95. Dans ces rapports, le Conseil fédéral constate que la Suisse n'a aucune raison de s'écarter, dans les circonstances actuelles, de la stratégie de neutralité armée, mais que, compte tenu d'un contexte politique profondément modifié, notre neutralité devait être réorientée, c'est-à-dire qu'elle revêtait une signification nouvelle.

Ces conclusions, nous les partageons. La commission d'étude a été unanime à constater qu'il n'y avait pour l'instant pas de raisons de recommander au Conseil fédéral de renoncer au statut de neutralité permanente.

Ce point étant admis, nous avons fait un pas de plus. Compte tenu des circonstances politiques, nous recommandons au Conseil fédéral de ramener ou de concentrer la neutralité sur son essence, c'est-à-dire la non-participation de l'Etat neutre à un conflit armé entre deux ou plusieurs Etats. La conséquence en était que le Conseil fédéral disposait d'une très large liberté d'action dans la conduite de sa politique de neutralité. Nous avons repris la distinction classique entre le droit de neutralité qui s'applique en temps de guerre, avec les obligations prévues au niveau national, et la politique de neutralité que mène l'Etat neutre à titre permanent en temps de paix. Nous sommes arrivés à la conclusion que le Conseil fédéral disposait

des moyens nécessaires pour mener une politique étrangère qui réponde aux nécessités et aux intérêts ainsi qu'aux défis auxquels la Suisse est confrontée dans cette fin de siècle.

Nous avons aussi étudié quelques problèmes particuliers qui se sont posés au Conseil fédéral ces derniers temps. Je mentionne les sanctions militaires et économiques, sanctions prises par les Nations Unies d'une part et en dehors de l'ONU d'autre part. Nous avons sur ce point bénéficié des travaux du prof. Schindler qui a préparé sur ce point un avis de droit. Nous avons pu en dégager certaines conclusions, en particulier que la neutralité ne s'oppose pas à ce que la Suisse participe, de façon autonome, à des sanctions économiques décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le groupe d'étude a même fait un pas de plus en constatant que le droit de neutralité ne s'opposerait pas, le cas échéant, à l'octroi d'un droit de passage ou de survol du territoire suisse, parce que, selon la pratique dominante, le droit de neutralité qui s'applique lors de conflits armés entre deux Etats ne s'applique pas lorsque des mesures de sécurité collective sont décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU en vertu de la Charte des Nations Unies.

Nous avons abordé également le thème des relations neutralité / bons offices et le problème neutralité et CICR. Ici, nous étions en parfait accord avec ce que le président du CICR a dit ces derniers temps, qu'il faut faire une distinction très nette entre la neutralité de la Suisse en tant qu'Etat et la neutralité du CICR; ce sont deux types de neutralité différents.

Nous avons aussi tenu à analyser le problème de la neutralité sur le plan de la politique intérieure. Nous constatons que les arguments qui militent en faveur du maintien de la neutralité ont perdu de leur importance, même si elle reste profondément ancrée dans l'esprit d'un grand nombre de nos compatriotes, et qu'elle constitue pour beaucoup une des caractéristiques de notre identité nationale.

Ce rapport, je le répète, est pour nous un point de départ; il l'est également pour le Conseil fédéral qui devra prendre position sur son contenu. Le parlement sera saisi d'un rapport sur la politique étrangère suisse qui a été demandé par le parlement et dans lequel le Conseil fédéral aura occasion d'intégrer ses vues sur le problème de la neutralité, conçue comme un instrument de notre politique étrangère. Nous avons finalement insisté sur l'importance d'une politique d'information cohérente face à l'opinion publique.

Rhinow: Als Mitglied der Studiengruppe zu den Fragen der schweizerischen Neutralität möchte ich noch einige Bemerkungen machen.

1. Die Studiengruppe hat einen intensiven Lernprozess durchgemacht. Zu Beginn gingen die Meinungen weit auseinander; nach über einem Jahr vertiefter Diskussionen hat man sich auf einen gemeinsamen Nenner einigen können. In der Bevölkerung stellen wir ebenfalls fest, dass die Meinungen zu diesem Thema sehr weit auseinandergelassen sind. Das erklärt sich teilweise dadurch, dass Neutralität für viele Mitbürgerinnen und Mitbürger etwas Verklärtes, etwas fast Mythologisches geworden ist -- weit mehr als das, was wir Politiker unter Neutralität verstehen. Es wird ein grosses Problem sein, heute und morgen die reale politische Bedeutung der Neutralität herauszuarbeiten und darüber zu diskutieren, statt uns an ein Phantom zu klammern.

2. Die Neutralität ist ein Instrument und kein Ziel; das hat der Bericht deutlich gemacht. Sie war in der Vergangenheit ein hervorragendes Instrument des Kleinstaates Schweiz, um sich in einer bestimmten geopolitischen Situation zu behaupten und zu überleben. Die Frage ist, ob dieses Mittel bei den ganz anderen

Zielsetzungen und Verhältnissen, die wir heute haben, immer noch geeignet ist, und wie die Neutralität künftig aussehen muss, damit dieses Instrument den neuen Zielsetzungen der Schweiz angepasst ist. Der Bericht spricht von einer Doppelstrategie der Bewahrung und der Oeffnung. Die Tragweite der Unabhängigkeit müsste meines Erachtens unser Hauptproblem sein. Wieweit ist unsere Unabhängigkeit noch real? Welches ist die künftige Strategie des Kleinstaates Schweiz, um mitten in Europa zu überleben? Dabei sind Solidarität und Kooperation nicht nur aus humanitären Gründen geboten, sondern schlicht zur Sicherung des eigenen Ueberlebens. Deshalb stellt der Bericht fest, dass eine relative Unabhängigkeit und Selbstbestimmung immer gekoppelt sein wird mit der Mitwirkung in Formen der Integration in grösseren Einheiten, welche geeignet sind, die künftigen Probleme zu lösen.

3. Wir müssen lernen, dass Neutralität nicht nur eine Frage der "autonomen Festlegungen" ist. Natürlich können wir uns immer auf das Haager Abkommen als rechtliche Grundlage berufen. Aber wieweit andere Staaten gewillt sein werden, unsere Neutralität als positiven Wert anzuerkennen, das haben wir nur zum kleinen Teil in der eigenen Hand. Viele Gespräche mit ausländischen Parlamentariern weisen darauf hin, dass das Verständnis für unsere Neutralität im Schwinden begriffen ist. Man versteht sie nicht mehr, weil sie immer weniger im Interesse der anderen Länder liegt. Deshalb müssen wir das gesamteuropäische Gespräch suchen. Dazu noch eine juristische Nebenbemerkung: Das Neutralitätsrecht befindet sich in einem prekären Zustand, denn es ist seit 1907 praktisch nicht weiterentwickelt worden und ist auf viele heutige Konfliktsituationen nicht mehr anwendbar.

4. Die Neutralität wird auch im Kontext unserer Landesverteidigung in eine schwierige Phase kommen. Die Möglichkeiten des Kleinstaates, sich autonom zu verteidigen, werden immer geringer. Die Grenzen werden greifbar, und ein Kleinstaat wird angesichts der technologischen und finanziellen Entwicklung immer mehr Mühe haben, die Verteidigung überhaupt noch autonom aufrecht zu erhalten. Es wird wohl nicht mehr lange dauern, bis wir aus Gründen der Verteidigung von der Neutralität Abschied nehmen müssen. Denken Sie nur an die Luftraumüberwachung, an Früherkennungsprobleme usw. Hier müssen wir ganz realistisch sein.

Ich teile die Schlussfolgerungen des Berichtes: Man gibt nicht etwas preis, bevor man nicht etwas besseres hat. Aber was not tut, ist eine nüchterne und realistische Ueberlegung, wieweit uns das Instrument der Neutralität künftig wirklich noch dient.

M. Delalay: M. Krafft, vous avez dit tout à l'heure que la pratique actuelle de la Suisse en matière de neutralité n'est pas un obstacle dans le processus d'intégration européenne, et qu'elle est compatible avec une adhésion à la Communauté européenne (CE) et avec le Traité sur l'Espace économique européen. Quelle est la position du groupe dans l'hypothèse d'une adhésion de la Suisse à la CE? Notre neutralité est-elle compatible avec le caractère évolutif de la CE en direction d'une union politique? Le rapport constate que dans ce cas-là, la marge de manoeuvre de la Suisse pourrait être modifiée.

M. Krafft: Nous avons constaté, sur la base d'une analyse politique et juridique du problème, que la neutralité de la Suisse n'est pas un obstacle à l'adhésion à la Communauté européenne et à la future union politique. Nous avons également analysé les positions prises par nos voisins d'Autriche. Le rapport constate qu'il y a des problèmes, mais qu'ils ne sont pas insurmontables et qu'ils seront résolus lors

des négociations. Nous avons également consulté les Etats membres de la CE et nous constatons que fondamentalement il n'y a pas d'incompatibilité. Mais il faut évidemment constater que, si nous adhérons à la CE et par conséquent à ses objectifs de politique étrangère et de sécurité commune, la marge de manoeuvre de la Suisse en tant qu'Etat sera limitée dans la mesure où nous ferons valoir nos intérêts d'abord au sein d'une entité qui est la CE, et c'est la CE qui finalement définira éventuellement une action commune. Evidemment, la marge de manoeuvre de la Suisse va se réduire au fur et à mesure du développement de la politique étrangère commune. Dans la mesure où celle-ci évolue, tout va déboucher sur une entité commune, et la neutralité deviendra désuète, elle n'aura plus de sens. Ce que nous disons dans le rapport à ce propos est peut-être un peu court; parce que dans le groupe d'étude il y avait des chauds partisans d'une adhésion à la CE, mais aussi des membres moins enthousiastes à ce sujet. Donc notre souci a été de faire une analyse des textes aussi objective que possible.

Präsident: Damit ist die Diskussion zum Bericht der Studiengruppe abgeschlossen.

Vertraulich/ConfidentielBern, 7. Mai 1992

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 5	der Sitzung vom 23. April 1992, 09.30 - 13.15 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86
TAGESORDNUNG	9. Die institutionellen Aspekte des EWR-Vertrages 10. Behandlung des 3. Integrationsberichtes des Bundesrates: Entfällt, da der Bericht noch nicht vorliegt. (Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
ORDRE DU JOUR	9. Les aspects institutionnels du Traité EEE 10. Début de l'examen du 3ème rapport du Conseil fédéral sur l'intégration: Renvoyé, le rapport en question n'ayant pas encore été publié (Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)
TEILNEHMER	<u>Präsidium:</u> Caveltz <u>Anwesende Mitglieder:</u> Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser, Simmen <u>Entschuldigt:</u> Béguin <u>Weitere Teilnehmer:</u> Jakob Kellenberger, Staatssekretär EDA Franz Blankart, Staatssekretär EVD Rudolf Schaller, Generalsekretär EDA Mathias Krafft, Botschafter, Direktion für Völkerrecht EDA Rolf Stücheli, EDA <u>Kommissionssekretariat:</u> Alfred Aebi, PD Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2 <u>Protokoll:</u> Samuel Bösch (d/f)

9. Die institutionellen Aspekte des EWR-Vertrages

M. l'ambassadeur Krafft: Je pourrai être relativement bref, puisque vous avez été informés en détail sur le développement des institutions de l'Espace économique européen (EEE). Il est important de relever que la Cour de justice des Communautés a rendu un deuxième avis qui est positif. En octobre 1991 encore, elle avait constaté que l'institution d'une juridiction commune entre la CE et l'EEE était incompatible avec le Traité de Rome. Elle a constaté que les nouvelles dispositions qui avaient été renégociées depuis le premier avis négatif étaient compatibles, avec toutefois un certain nombre de réserves.

La cour s'est déclarée d'accord de confier au comité mixte, c'est-à-dire à l'organe politique commun, le soin de régler les différends entre parties contractantes, mais bien entendu le comité mixte ne pourra pas prendre des décisions qui portent atteinte à la jurisprudence de la Cour du Luxembourg. Nous avons dû tenir compte de cette réserve, en ce sens que nous avons modifié le texte du Traité EEE. Nous y avons ajouté un nouveau Protocole, où les parties contractantes disent clairement que les décisions prises par le comité mixte ne peuvent pas porter atteinte à la jurisprudence de la Cour du Luxembourg. Celle-ci a voulu souligner l'importance qu'elle attache à la sauvegarde de son autonomie et du caractère contraignant des arrêts de la Cour dans l'ordre juridique.

Cet avis positif a permis le paraphe de l'accord le 14 février 1992 par les négociateurs-en-chef, ce qui laisse la voie libre pour une signature du traité, le 2 mai 1992, à Porto (Portugal). Ensuite, il sera soumis au parlement avec un message du Conseil fédéral.

(Präsident: Ich begrüße Herrn Staatssekretär Franz Blankart, der unvorhergesehen zu uns stösst, aber bei uns wie immer willkommen ist.)

Staatssekretär Kellenberger: Ich kann Ihnen eine Art Lesehilfe zu den Unterlagen anbieten, die Sie vom Integrationsbüro erhalten haben: Bei einem Vergleich zwischen dem Verhandlungsergebnis vom Oktober 1991 und jenem von Februar 1992 lohnt sich vor allem ein Blick auf die Artikel 105 bis 107, die die Homogenität zum Gegenstand haben, dann insbesondere auf den Artikel 111 über die umfassende Streitschlichtung und die neuen Bestimmungen im Bereich der Zuteilung von Wettbewerbsfällen. Das sind die drei Gebiete, in denen der Vertrag eine Anpassung erfahren hat.

Präsident: Ich eröffne die Diskussion. Sie darf sich auch über Fragen des Europäischen Wirtschaftsraums allgemein erstrecken.

Onken: Obwohl uns jetzt Unterlagen vorliegen, erhellt sich der Ablauf dem aussenstehenden Laien nicht so ganz. Das Dispositiv ist doch recht schwierig und

verschachtelt. Ich hatte die Erwartung, dass man einen Ablauf eingehender darlegt und die einzelnen Artikel durchleuchtet, damit man jeder Diskussion zu diesem Thema gewachsen ist und über diese Abläufe und Mechanismen präzise Auskunft geben kann. Mir fehlt es noch an konkreten Beispielen.

Gadient: Mir geht es ähnlich wie Kollege Onken. Da die vorliegenden Dokumente zum Teil nicht genau datiert sind, möchte ich wissen, ob diese dem neuesten Stand entsprechen oder ob es noch Retouchen gibt.

Wir brauchen gut lesbare Dokumentationen, die "verkäuflich" und erklärbar sind; zum Teil gab es grosse Verzögerungen, bis die Vertragstexte in deutscher Uebersetzung vorlagen.

Kellenberger: Vorerst was die Uebersicht über die Mechanismen betrifft ("Processus de décision dans l'EEE", Format A3, siehe Unterlagen): Hier hat sich im Vergleich zu Oktober 1991 nichts geändert. Geändert hat sich lediglich der Teil der richterlichen Ueberprüfung, auf den Herr Krafft hingewiesen hat. Eine weitere Frage ist, wie man ohne gemeinsamen Gerichtshof die Homogenität sicherstellt, und die Zuteilung der Wettbewerbsfälle. Hier braucht es neue Unterlagen.

M. Delalay: J'aimerais saluer avec satisfaction la fin de la phase de négociations sur l'EEE. Nos négociateurs ont fait un gros travail pour arriver à ce résultat.

J'ai été surpris de voir, dans les documents que nous avons reçu, les réserves qui ont été formulées par la Cour dans la décision où on dit clairement -- d'après ce que j'ai compris -- qu'elle n'a été appelée à examiner qu'une petite partie du Traité sur le plan juridictionnel. J'ai cru lire entre les lignes que, si elle avait dû examiner tout le volet institutionnel, elle aurait certainement rendu un autre verdict. Quelle est votre appréciation sur les chances de ratification du traité par les Etats membres (de la CE, de l'AELE?) et par notre parlement?

Blankart: Il est toujours difficile de faire des pronostics.. Mais dans les Etats membres, cet accord à mon avis passera, au niveau des parlements, avec peut-être des grincements de dents au Portugal, en Espagne et en Grèce, pour la question des poissons. Mais je ne crois pas que ces parlements veuillent assumer la responsabilité politique de l'échec de cette entreprise. Il y a quand-même beaucoup de politiciens et de Pays qui y ont investi leur prestige. La situation au Parlement européen est peut-être plus complexe, parce qu'il faut la majorité absolue des membres, et non pas des présents, pour approuver ce traité. Les parlements européens auraient vu naturellement d'un bon oeil que la Cour se penche aussi sur le decision-making, car c'est à ce niveau que le Parlement se sent quelque peu concurrencé par les Pays de l'AELE. Or, la Cour n'a à répondre qu'aux questions qu'on lui pose, et la Commission a veillé à lui poser des questions relativement restreintes. Mais je pense qu'en dernier ressort -- je pourrais me tromper --le Parlement européen, lui non plus, ne voudra pas prendre sur lui la responsabilité politique de voir échouer ce traité. Donc, le peuple suisse aura une décision extrêmement difficile à prendre, parce que c'est la première fois dans son histoire qu'il vote sur un sujet qui a un impact paneuropéen. Or, vous connaissez mieux le peuple que nous autres fonctionnaires -- est-ce que cela aura pour conséquence une incitation de dire: "Jetzt erst recht nicht"? -- qu'on veuille donc montrer aux Européens qui nous sommes, les Suisses. Ou bien est-ce que cela engendrera un réflexe de responsabilisation? Si 19 parlements ont accepté ce traité, ne serait-ce pas plutôt une incitation au vote affirmatif du peuple suisse? En tout cas, cette votation se distinguera de toutes les

autres par le fait qu'elle aura un effet sur toute la construction EWR telle que conçue par les négociateurs.

Kellenberger: Herr Onken hat den Wunsch geäußert, den Entscheidungsmechanismus zwischen EG und EWR erläutert zu bekommen. Ich schlage Ihnen vor, das Tableau zur Hand zu nehmen und anhand eines konkreten Falls -- zum Beispiel der Aenderung einer Richtlinie -- zu sehen, wie das funktioniert. Es gibt eine Richtlinie mit Kriterien über die EWR-weite Vergabe öffentlicher Bauaufträge. Es besteht die Verpflichtung, diese EWR-weit auszuschreiben und die Nichtdiskriminierung bei Aufträgen im Umfang von über 5 Millionen Ecu zugewährleiten.

Nehmen wir an, die EG-Kommission wolle diese Richtlinie ändern und den Schwellenwert erheblich senken, weil sie noch mehr Wettbewerb will, zum Beispiel für Bauaufträge ab 3 Mio. Ecu. Wenn die Kommission diesen Vorschlag ausarbeitet, bedeutet dies, dass sie nebst Experten aus den EG-Staaten auch solche aus den Efta-Ländern beizieht. (Sie zieht übrigens auch Experten aus der Privatwirtschaft bei und konsultiert die Gewerkschaften.) Der Vertrag legt nicht fest, wie die Ernennung funktioniert, aber gemäss EG-Praxis finden Absprachen statt.

Blankart: Hier wäre beizufügen, dass die Experten in der Regel nicht unter Mandat sprechen, sondern aufgrund ihres Fachwissens, und ich stelle mir vor, dass wir Listen von Experten haben werden, die je nach Fachgebiet beigezogen werden -- also in Pharma-Fragen zum Beispiel ein Schweizer. Hier werden sich die Efta-Länder untereinander absprechen müssen.

Kellenberger: In der nächsten Stufe gehen wir davon aus, dass die EG-Kommission dem Ministerrat den Vorschlag unterbreitet. Gleichzeitig wird sie ihn den Efta-Ländern zur Information und Konsultation im gemischten EWR-Ausschuss zustellen. Im Rat wird über diesen Vorschlag zwischen den EG-Mitgliedstaaten verhandelt.. Bevor der Ministerrat über einen neuen EG-Rechtsakt entschieden hat, der EWR-relevant ist, werden die Efta-Staaten informiert und konsultiert. Der Vertrag legt nicht fest, ob sie mit einer oder mehreren Stimmen sprechen. Ein einzelnes Land kann seinen Standpunkt einbringen, aber auch Efta-intern nimmt mit fortschreitender Verhandlung die Erwartung zu, dass die Länder mit einer Stimme sprechen. Dann kommt der Moment, wo der EG-Ministerrat seinen Entscheid fällt. (Das ist die Phase, auf die sich Artikel 99 bezieht.) Die EG wird also eine neue Richtlinie über die Vergabe öffentlicher Bauaufträge verabschieden und wird die Schwelle von 5 Mio. auf 3 Mio. Ecu senken. Dann gibt es zwei Möglichkeiten: Entweder berücksichtigt diese Regelung die Anliegen der Efta-Länder, oder sie schafft Probleme. So oder so befasst sich dann der gemischte EWR-Ausschuss mit der Frage ("Décision par consensus entre la CE et l'AELE") und wird entscheiden müssen, ob die neue Richtlinie auf den EWR ausdehnt oder nicht.

Es ist zu präzisieren, dass sich die Gespräche, die Verhandlungen zwischen den EG-Mitgliedstaaten auf verschiedenen Hierarchiestufen abspielen. Erst der rechtsverbindliche Beschluss wird durch den EG-Rat auf Ministerebene gefasst. Was den zeitlichen Ablauf des Verfahrens betrifft, würde ich aufgrund von Erfahrungswerten sagen: Vom Stadium, wo die Kommission einen neuen Vorschlag ausarbeitet, bis zum Zeitpunkt, wo der Ministerrat den neuen Rechtssatz verabschiedet, dauert es ein bis zwei Jahre; das ist eine faire Durchschnittsannahme.

Im Stadium, wo sich der EWR-Ausschuss darüber äussern muss, ob eine neue EG-Richtlinie auf die Efta-Länder ausgedehnt werden soll, müssen die Efta-Länder mit *einer* Stimme Sprechen. Bevor sie in diese Runde eintreten, müssen sie sich auf

einen gemeinsamen Standpunkt einigen. Da das sogenannte "individual opting-out" nicht möglich ist, wird -- falls ein Land nicht bereit ist, die neue Regelung zu akzeptieren und das Rückgrat hat, diese Position in der Efta-internen Verhandlung durchzuhalten -- die Richtlinie auf keines der Efta-Länder ausgedehnt. Politisch betrachtet besteht natürlich schon Efta-intern ein grosser Anpassungsdruck. Wenn man sich im EWR-Ausschuss innert sechs Monaten nicht über die Ausdehnung des EG-Entscheides auf den EWR einigen kann oder auch keine andere Lösung findet, dann kann es zu einer provisorischen Suspendierung des betroffenen Teils im Anhang des EWR-Vertrages kommen. (Wortlaut Artikel 102). Wie Sie wissen, enthalten die Anhänge die Rechtsakte, welche die Efta-Länder über den EWR-Vertrag übernehmen. Die provisorische Suspendierung kann erst nach weiteren sechs Monaten in Kraft treten, und auch das geschieht nur, wenn der entsprechende Rechtsakt innerhalb der EG angewendet wird.

Onken: Welches sind die Einflussmöglichkeiten bzw. der Einflussbereich des gemischten EWR-Ausschusses auf die Entscheidungsabfolge innerhalb der EG -- nach dem Buchstaben und nach den bisher gemachten Erfahrungen?

Kellenberger: Die Art des Vorschlages, den die EG-Kommission in den Rat einbringt, spielt eine sehr wichtige Rolle. Persönlich meine ich, es werde oft die Bedeutung der Tatsache unterschätzt, dass wir in der Ausarbeitungsphase Experten stellen können. Wenn das Geschäft einmal im Rat ist, werden die EG-Mitgliedstaaten in der Regel aus politischen Gründen ein Interesse daran haben, die Anliegen der Efta-Länder zu berücksichtigen, aber sie sind nicht verpflichtet, im Konsultationsverfahren dem Efta-Standpunkt Rechnung zu tragen. Als Gegenstück haben die Efta-Länder die Möglichkeit, die Ausdehnung des EG-Entscheid auf den EWR zu verweigern, was natürlich voraussetzt, dass sie bereit sind, das Risiko einer Suspendierung auf sich zu nehmen.

Cavelty: Wo wäre in diesem System noch Raum für Initiative und Referendum?

Kellenberger: Die Entscheide des EWR-Ausschusses werden in jedem einzelnen Efta-Land nach den jeweils geltenden Ratifikationsverfahren gutgeheissen. Wenn ein solcher Entscheid Gesetzescharakter hat und nach unserem Verfahren vom Parlament gebilligt werden muss und dem fakultativen Gesetzesreferendum untersteht, wird diese Regel spielen.

Cavelty: Ist auch Raum für Initiativen unsererseits, dass also z.B. nicht die EG einen Vorschlag unterbreitet, sondern ein einzelnes Efta-Land?

Kellenberger: In der EG-Rechtsordnung hat die EG-Kommission ein Monopol darauf, Vorschläge für neue Rechtsetzung zu unterbreiten, und formell behält sie dieses Recht auch, wenn diese EG-Richtlinien EWR-relevant sind. Aber es gibt verschiedene andere Möglichkeiten, eigene Initiativen auf politischer Ebene zu ergreifen; ich denke zum Beispiel an den EWR-Rat oder an die Möglichkeit, dass ein einzelnes Efta-Land das Evokationsrecht geltend macht und ein bestimmtes Anliegen individuell im EWR-Rat oder im EWR-Ausschuss aufbringt.

Schiesser: Als Jurist interessiert man sich immer für den schlimmsten Fall. Wenn nun in diesem EWR-Ausschuss in einer grundlegenden Frage keine Einigung

zustandekommt, wäre dann als maximale Sanktion die vollständige Ausserkraftsetzung des EWR denkbar?

Kellenberger: Jede Partei kann den EWR-Vertrag auf zwölf Monate künden. Das ist an sich nichts Neues; aber das wäre die härteste Form. In der Praxis müssen wir uns überlegen, was für Entscheide im EWR-Ausschuss anstehen. Aber wenn wir nochmals das Beispiel der Bauaufträge nehmen, haben sie doch meistens sektorielle Tragweite. Wenn Sie also den "worst case" nehmen, würde ich eher annehmen, dass die EG vielleicht findet, man müsse etwas mehr suspendieren als nur die direkt betroffene Richtlinie. Weiter geht der "worst case" in der Realität kaum. Ich verweise nochmals auf Artikel 102, der vorschreibt, dass die Frage der Suspendierung zusammen beurteilt werden muss.

In der Zusatzverhandlung zwischen Dezember 1991 und Februar 1992 ist es gelungen, die Verhältnismässigkeit von Gegenmassnahmen zu Schutzmassnahmen einem obligatorischen Schiedsverfahren zu unterwerfen; aber die EG war nicht bereit, auch Fälle von Suspendierung diesem Schiedsgericht zu unterbreiten.

Onken: Sie sprachen von eineinhalb bis zwei Jahren für den Konsultationsprozess innerhalb der EG. Ist nicht zu befürchten, dass das komplexe Verfahren zu einer Verlängerung der Fristen führt?

Kellenberger: In der Verhandlung wurde deutlich, dass die EG nicht dazu Hand bieten würde, dass ihr eigener Entscheidungsprozess verzögert wird. In der Anfangsphase haben die EFTA-Länder bestimmte zeitliche Absicherungen gefordert; solche hat die EG nie gewährt.

Cavelty: Zusammengefasst müsste man doch sagen, dass die EG das weitaus grössere Gewicht hat. Die Schweiz würde im besten Fall befragt, könnte Experten stellen, aber die Entscheidungsbefugnisse liegen bei der Europäischen Gemeinschaft.

Kellenberger: Natürlich hat die EG in diesem Gebäude das grössere Gewicht. Sie wissen ja auch, dass die Rechtsgrundlage des EWR-Vertrages im wesentlichen das ausgedehnte EG-Recht ist. Die EG entscheidet aber nichts für uns, sondern am Schluss ihres internen Verfahrens für die EG-Rechtsordnung. Es braucht dann den Konsens der EFTA-Staaten, damit das EG-Recht auf den EWR ausgedehnt wird.

Blankart: Wenn man diese Prozedur rein mechanistisch betrachtet, wird man der künftigen Realität nicht gerecht. Was in Artikel 102 festgelegt ist, ist ein permanenter Verhandlungsprozess oder eine Art Osmose. Auch eine Suspendierung ist ja nur eine Teilkündigung des Abkommens und trifft auch die EG selbst. Wenn die EG den Banken-Annex suspendiert, dann trifft das auch die EG-Banken in der Schweiz. Zusammenfassend lässt sich sagen: Gemäss Art. 102 Absatz 3 unternehmen die Vertragspartner "all efforts to arrive to an agreement". Kommt der Entscheid innerhalb der EG zustande, wird ein entsprechender EWR-Beschluss aber vom Parlament oder vom Volk abgelehnt, fängt wieder ein Verhandlungsprozess an; dann wird nämlich der Gemischte Ausschuss "make every effort to find a mutually acceptable solution". Falls dennoch keine Einigung zustandekommt, werden alle anderen Möglichkeiten geprüft und Entscheide gefällt, um das gute Funktionieren des Abkommens sicherzustellen. Falls nach sechs Monaten oder spätestens bei Inkrafttreten des neuen EG-Rechts immer noch keine Einigung zustandegekommen

ist, erfolgt die provisorische Suspendierung der betroffenen Teile des Anhangs -- nicht des Hauptabkommens --, worauf die Verhandlungen weitergeführt werden "to agree on a mutually acceptable solution in order for the suspension to be terminated as soon as possible".

Mit anderen Worten: Es wird nicht ein Vorschlag auf den Tisch geknallt im Sinn von "à prendre ou à laisser", sondern er ist eingebaut in einen langen Experten- und Verhandlungsprozess, der am Schluss als Regulativ die provisorische Suspendierung auf Reziprozitätsbasis vorsieht.

Wichtig ist natürlich die Interessenlage der einzelnen Efta-Staaten. Damit haben wir seit Anbeginn gekämpft, dass gewisse Efta-Staaten aus wahlpolitischen oder wirtschaftlichen Erwägungen bereit sind, jedweden Preis zu zahlen, und andere -- wie die Schweiz -- hierzu nicht bereit sind. Hier bedarf es natürlich einer Standfestigkeit der Schweiz, wenn sie etwas nicht akzeptieren will. Aber sie muss sich sehr früh ihrer Sensibilitäten bewusst werden, damit sie diese schon im Expertenstadium und bei den Mitgliedstaaten einbringen kann, damit diese also schon bei EG-internen Verfahren sehen, dass hier ein Problem entstehen kann. Da das Ganze funktioniert, wenn es ein "accord de confiance" ist, und es wird nicht funktionieren, wenn es ein rein mechanistisches Verfahren ist. Vergessen wir nicht: Auch wenn die Schweiz nicht der EG beitrifft, wird Europa in vier Jahren völlig anders aussehen, und die Efta wird voraussichtlich nicht mehr existieren. Der grosse Nachteil des Efta-Pfeilers wird also in vier Jahren unter Umständen gegenstandslos geworden sein.

Präsident: Besten Dank für diese Erläuterungen, die viel zur Klärung der EWR-Problematik beigetragen haben.

10. Behandlung des 3. Integrationsberichtes des Bundesrates

Das Traktandum entfällt, da der 3. Integrationsbericht noch nicht freigegeben wurde.

Vertraulich/Confidentiel
Bern, 30.04.92

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 6 der Sitzung vom 23. April 1992,
09.30 - 13.15 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 86

TAGESORDNUNG 11. Vorbereitung der Sitzung vom 18. und 19. Mai 1992
12. Verschiedenes

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 11. Préparation de la séance des 18 et 19 mai 1992
12. Divers

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Caveltly

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:
Rudolf Schaller, Generalsekretär, EDA
Rolf Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi, PD
Maria Anna Hutter, Mitarbeiterin FD2

Protokoll: Samuel Bösch (d/f)

11. Vorbereitung der Sitzung vom 18. und 19. Mai 1992

Präsident: Ich schlage vor, an der Sitzung vom 18./19. Mai 1992 die Staaten Ost-Mitteleuropas und die GUS-Staaten ins Zentrum unserer Beratungen zu stellen; eine Anregung in ähnlichem Sinne hat bereits Herr Onken gemacht. Diese Sitzung würde nur einen Tag beanspruchen, da wenige Traktanden vorliegen. Ich schlage den 18. Mai vor, mit Sitzungsbeginn um 09.30 Uhr und Schluss im Verlauf des Nachmittags.

Wir können zum Thema einerseits Spezialisten aus dem EDA und andererseits eventuell in diesen Ländern stationiertes EDA-Personal beiziehen. Es wird dabei sowohl um politische Aspekte als auch um die zwischenstaatlichen Hilfsprogramme gehen. Dabei möchte ich auch die Frage mit einbeziehen: Wie weit kann die Hilfe direkt mit Mitteln aus der Schweiz, zum Beispiel mit Landwirtschaftsprodukten getätigt werden?

(Der Vorschlag des Präsidenten wird von der Kommission stillschweigend genehmigt.)

Aebi: Zum Fahrplan EWR-Botschaft und dritter Integrationsbericht: Die Federführung für die Vorberatung dieser beiden Vorlagen liegt bei den beiden Aussenpolitischen Kommissionen. Der Bundesrat wird die EWR-Botschaft und den 3. Integrationsbericht am 20. Mai verabschieden. Wenige Tage später sollten die Parlamentarier im Besitz der beiden Vorlagen sein. Die nationalrätliche Kommission benutzt für die Vorberatung t ihre regulären Sitzungsdaten vom 25./26. Juni.. Sie hat beschlossen, am Mittwoch, 24. Juni einen weiteren Tag einzuschieben, um Anhörungen (Hearings) mit Vertretern verschiedener Dachverbände durchzuführen. Zu diesen Hearings beabsichtigt die nationalrätliche Kommission auch die Mitglieder Ihrer Kommission einzuladen.

Für den 17. August hat die nationalrätliche Kommission einen weiteren Sitzungstag vorgesehen, damit sie wenn nötig die Beratungen über die EWR-Vorlage und den 3. Integrationsbericht abschliessen kann. Die ständerätliche Kommission wird die bereits festgelegten Sitzungstage vom 6./7.7.1992 und vom 7./8.9.1992 für die Vorberatung der EWR-Botschaft und des dritten Integrationsberichtes einsetzen.

Rhinow: Die Sitzung vom 7./8. September wird ohne die drei ständerätlichen Mitglieder der IPU-Delegation stattfinden müssen; sie sind an jenem Datum in Stockholm.

Rüesch: Wenn der Bundesrat die EWR-Botschaft und den dritten Integrationsbericht am 20. Mai 1992 verabschiedet gehe ich davon aus, dass am gleichen Tag oder unmittelbar darauf eine Pressekonferenz stattfindet. Ich möchte nun den dringenden Wunsch anbringen, dass die Kommissionsmitglieder die Unterlagen gleichzeitig mit den Pressevertretern erhalten, denn wir werden von diesen sofort angesprochen und sollten entsprechend Auskunft geben können

Präsident: Was uns im Moment interessiert, ist das Hearing der nationalrätlichen Kommission vom 24. Juni mit Vertretern der Dachverbände. Unsere Kommission nimmt davon Kenntnis. (Voraussichtlich werden am Hearing sieben Mitglieder ständerätlichen Kommission teilnehmen können).

12. Verschiedenes

Keine Wortmeldungen.

Schluss der Sitzung um 13.15 Uhr

La séance est levée à 13 h 15